

Epilepsie : Une plante au Nigeria présente un potentiel curatif

Page 7

VERSION

Politique - Science - Education- Societé- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du mercredi 08 septembre 2021

7 jrs/7

N°1724 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

G5 Sahel : Une nouvelle approche sécuritaire à l'étude

Page 13



Alger assure la sécurité alimentaire par la promotion de l'agriculture et la pêche

Page 19



Sécheresse et insécurité alimentaire au sud de l'Angola

Page 4

CONGO

Pénurie de carburant à Brazzaville : 3 semaines inédites !

Le Congo, pays producteur de pétrole, vit une grande pénurie de carburant. En effet, à Brazzaville, depuis environ 3 semaines, les automobilistes font la queue pour s'approvisionner dans les stations-services de la capitale congolaise, selon le journal de Brazza.



C'est paradoxale d'avoir une telle pénurie, pour le Congo qui fait partie des 4 premiers producteurs de l'or noir au sud du du Sahara

Les automobilistes font de longues files d'attente pour s'approvisionner en carburant dans les stations-service de la capitale congolaise, indique le journal de Brazza. Certaines voitures sont, en effet, garées pendant des heures, des jours pour d'autres, en attendant que la ravitaillement se fasse. Officiellement la pénurie est due à la faible capacité de production de la raffinerie nationale qui ne couvre en réalité que 50% des besoins estimés à 1,2 million de tonnes par an. « Il ne nous est pas attribué le rôle de masquer la réalité, mais de tout faire pour trouver une solution pérenne », a assuré récemment Raoul Ominga, PDG de la Société nationale des pétroles du Congo, selon RFI Afrique. La situation est telle que certains propriétaires sont contraints de garer leurs voitures à la maison. D'autres s'approvisionnent auprès des « Kadhafi », vendeurs clandestins de carburant qui proposent le litre d'essence à 800 FCFA contre 595 FCFA, le prix officiel du litre à la pompe selon le journal de Brazza.

La course de taxi vire au double

La situation en ce temps de pénurie devient chaotique dans la capitale. Notre même source indique que pendant cette période de rareté du carburant, les pompistes exigent quelquefois aux automobilistes le paiement d'une somme supplémentaire allant de 1000 à 3000 FCFA en fonction de la quantité demandée, avant de les servir. Les bidons de 25 litres sont remplis moyennant un ajout de 2000 FCFA pendant que les cyclomoteurs désireux de faire le plein de leur réservoir sont contraints d'ajouter 500 FCFA ou plus pour être servis. Du fait de ces pratiques et de ces pénuries à répétition, les demi-terrains s'accentuent pendant que la course de taxi se négocie autour de 1 500 ou 2 000 FCFA, au lieu de 1 000 F CFA le prix habituel. Avec cette pénurie, ce sont les contrebandiers de la chose qui se frottent les mains..

Source : Journal de Brazza

Pierre Oued.

SOCIETE

Criminalité monde : le Lesotho à la 6e place



Il y a plus d'homicides au Lesotho que dans les pays en conflit comme la RD Congo

Le Lesotho a le 6e taux de meurtre le plus élevé au monde, selon un récent rapport de la World Population Review.

Le taux de meurtres moyen mondial est de sept pour 100 000 personnes, selon le rapport, et le Lesotho avait un taux presque 6 fois plus élevé, soit 41,25. Le rapport classe le Lesotho comme étant plus sûr que le Salvador seulement avec 82,84 pour 100 000 habitants, le Honduras avec 56,52, le Venezuela (56,33),



L'allocation dérisoire oblige le gouvernement à accorder l'assistance que les tribunaux peuvent exiger pour leur permettre de protéger leur indépendance

La suite à la page 4

La suite de la page 3

les îles Vierges 49,26 et la Jamaïque 47,01. Le Lesotho, avec une population d'un peu plus de 2 millions d'habitants, compte plus d'homicides que des pays en conflit comme la République démocratique du Congo (RDC) et le Mozambique. La RDC a un score d'homicide de 13,55 et le Mozambique 3,4. Le voisin, beaucoup plus peuplé du Lesotho, l' Afrique du Sud , compte 33,97 meurtres pour 100 000 habitants et est le seul autre pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe dans le top 10 des taux de meurtres les plus élevés.

La justice fonctionne mal

Les meurtres non résolus de femmes et d'enfants qui ont secoué le pays, ces dernières années, contribuent à la position peu enviable du Lesotho. Les analystes estiment que le système judiciaire sous-financé du Lesotho est assis sur des milliers d'affaires non jugées. En mai dernier , le greffier de la Haute Cour et de la Cour d'appel, Mathato Sekoai, a déclaré au Guardian que le gouvernement n'avait alloué que 937 366 rands 46 700 £ à partager entre toutes les juridictions du pays, y compris la Haute Cour et la Cour d'appel. En mai dernier , la dette du tribunal envers le Lesotho Electricity Company s'élevait à 1,3 million de rands, accumulés au cours des cinq dernières années .Au cours des 3 derniers mois, six policiers ont été tués au Lesotho, dont 3 au cours des 3 dernières semaines. Parmi les effets d'entraînement de ces échecs, il y a un sentiment d'impunité qui a entraîné un nombre élevé de cas de violence domestique.»L'absence de conséquences pour ces meurtres aveugles est là où réside le problème», a déclaré Mahao Mahao, professeur à l›Université nationale du Lesotho.

Source:The guardian

K.Fiakofi

Angola: la sécheresse au sud crée l'insécurité alimentaire

En Angola, plusieurs organisations humanitaires ont tiré la sonnette d'alarme. Près de six millions de personnes sont au bord de l'épuisement, faute de nourriture, dans le sud du pays, touchée par la pire sécheresse, en quarante ans, selon le PAM. Les provinces de Cunene et de Huila sont les plus touchées.

L'Angola est frappé par la pire sécheresse en quarante (40) ans. La région du sud est la plus touchée, avec des exploitations agricoles qui ne produisent plus et une population au bord de la famine. Certes, la sécheresse est la cause principale de cette insécurité alimentaire, mais les ONG pointent également du doigt les décisions politiques dans cette crise que connaît le pays. A les croire, depuis la fin de la guerre civile, il y a vingt ans, l'État angolais cherche à développer des élevages de bétail dans la région. Il a attribué ses terres fertiles communautaires à des éleveurs

La suite à la page 5

ANGOLA

La suite de la page 4



L'insécurité alimentaire dans le sud de l'Angola menace la vie des populations déjà éprouvées par la sécheresse

commerciaux, laissant ainsi les communautés démunies.

Manque de moyens

Pour Domingos Fingo, responsable de l'association Des communautés en construction, le gouvernement n'a pas pris la mesure de la gravité de la situation : « On a manqué de moyens pour faire face à cette situation. Comment c'est possible ? Donc nous, ce que l'on souhaite, c'est que l'État angolais déclare l'état d'urgence afin de venir en aide aux communautés locales qui sont en train de vivre une réalité complètement catastrophique. », a-t-il souhaité, selon rfi.

Avec plusieurs organisations locales, ils se sont déplacés jusqu'à Luanda, la capitale, pour rencontrer les autorités. Ils demandent que l'État reconnaisse sa responsabilité et déclare l'état d'urgence.



7 000 personnes fuyant la faim ont franchi la frontière avec la Namibie (ONG)

Déplacement de population

Selon rfi, des ONG locales ont rapporté que près de 7 000 personnes, poussées par la faim, ont franchi la frontière avec la Namibie, ces derniers mois. Des déplacements à l'intérieur du pays ont aussi été observés, à une période où la pandémie du covid-19 sévit toujours.

Une situation nécessitant une aide humanitaire d'urgence pour les populations du sud qui interpelle les autorités nationales.

Source: rfi

Line Rose

AFRIQUE DE L'OUEST

G5 Sahel : les ministres de la Défense planchent sur une nouvelle approche sécuritaire

Les ministres de la Défense des pays du G5 Sahel ont entamé le 31 août, une réunion extraordinaire à Niamey, en présence des chefs d'Etat-major des armées de leurs pays et d'autres experts, indique l'agence Anadolu.



La rencontre d'échange des ministres de la Défense du G5 Sahel en présence des chefs d'Etat-major et experts devra mettre au point des approches de défense qui renforcent la résilience des troupes sur le terrain

Le ministre nigérien de la Défense, Alkassoum Indatou, à l'entame de la réunion, a fait savoir ceci : «En prenant cette initiative de nous retrouver à Niamey, il s'agira pour nous de définir une approche à adopter pour minimiser les conséquences que peut engendrer la nouvelle donne sécuritaire», rapporte l'Agence Anadolu. «*Aujourd'hui, tout en saluant les efforts entrepris à divers niveaux, force est de constater que la situation sécuritaire sur l'ensemble de notre espace commun reste imprévisible et volatile*», a-t-il poursuivi, précisant que cette situation «demeure particulièrement préoccupante dans le fuseau centre de la Force conjointe du G5 Sahel, communément appelé zone des trois frontières ou du Liptako-Gourma, avec la menace persistante et croissante des activités des groupes terroristes».

Des conclusions soumises aux Chefs d'Etat

Le ministre tchadien de la Défense et président du conseil des ministres de la Défense du G5 Sahel, le général Daoud Yaya Brahim, a indiqué dans son discours d'ouverture de cette rencontre, que la lutte contre le terrorisme au Sahel nécessite l'appui des forces alliées. «La question sécuritaire doit être une priorité afin de préserver cet espace du banditisme transfrontalier, du trafic illicite et du terrorisme», a-t-il déclaré. En effet, selon le ministre Brahim, «*nous devons mutualiser les ressources pour arriver à cet objectif, celui de sécuriser la bande du Sahel afin de permettre une libre circulation des personnes et des biens*». La rencontre de Niamey qui s'achève ce mercredi, va déboucher sur des recommandations qui seront soumises aux chefs d'État des pays du G5 Sahel en vue d'une réorientation de la lutte contre le terrorisme au Sahel. « *Les experts du G5 Sahel ont adopté dimanche dernier (29 août), un travail qui a été validé par les chefs d'Etat-major et par la suite, par les ministres de la Défense. Nous avons rendu compte des conclusions de nos travaux au président de la République du Niger qui a facilité cette conférence et qui a tenu à ce que des recommandations puissent être approuvées sur la lutte contre le terrorisme dans le Sahel* », a indiqué Brahim à sa sortie d'audience avec le Chef d'Etat nigérien, Mohamed Bazoum.

Source : Agence Anadolu

Pierre Oued.

NIGERIASANTE

Epilepsie : Une plante au Nigeria présente un potentiel curatif

Le fardeau de l'épilepsie au Nigeria est élevé, avec une prévalence estimée à huit pour 1 000 personnes. Une plante qui pousse au Nigeria est prometteuse en tant que source d'un nouveau médicament. En effet, Tetrapleura tetraptera également connu sous le nom d'aidan et d'uyayak, est un arbre trouvé dans la forêt tropicale d'Afrique de l' Ouest, indique theafricanews.net



Les propriétés analgésiques et anticonvulsivantes de l' extrait aqueux de fruit de Tetrapleura tetraptera, très prometteurs pour une solution médicamenteuse de l'épilepsie



L'extrait aqueux de fruit de T. tetraptera (TTE, 50-800 mg/kg ip) a significativement (p < 0,05-0,001) retardé l'apparition du pentylènetétrazole (PTZ) qui provoque les convulsions

L'épilepsie est un trouble cérébral qui résulte du déséquilibre des substances chimiques du cerveau appelées neurotransmetteurs. Ce trouble se manifeste par des crises récurrentes, une perte de conscience et une perte momentanée de la mémoire. Il faut dire que les cellules du cerveau appelées neurones sont surmenées ou incapables d›équilibrer la libération de deux produits chimiques essentiels au fonctionnement normal du cerveau, à savoir l›acidegamma-aminobutyrique, et le glutamate, indique theafricanews.net. Les adultes de plus de 55 ans ont un facteur de risque plus élevé de développer l'épilepsie, mais la maladie n'épargne pas aussi les jeunes. En somme, c'est une maladie grave contre laquelle il est souvent difficile de trouver le bon médicament. Certains médicaments antiépileptiques, couramment utilisés peuvent présenter des effets indésirables. Chers, pour la plupart, certains peuvent être inefficaces. Il est donc nécessaire d'explorer de nouvelles alternatives. D'où le recours aux plantes.

Une plante utile au développement de médicaments antiépileptiques

La suite à la page 8

SOUDAN DU SUD

La suite de la page 7

Le Tetrapleura tetraptera qui pousse au Nigéria est monocaule et mesure environ 30 m de haut. Son fruit, la partie la plus utilisée, est vert lorsqu'il n'est pas mûr, rouge-brun foncé lorsqu'il est complètement mûr et mesure de 22 à 27 cm de long. Ce fruit a une odeur aromatique caractéristique, ce qui en fait une épice recherchée pour certains mets nigérians, indique theafricanews.net. Les recherches sur la plante ont révélé qu›un extrait de son fruit pouvait protéger contre les crises, prévenir la dégénérescence cérébrale et l›approbation de l›étude a été faite par le Comité d›éthique de la Faculté des sciences médicales de base de l›Université d›Uyo, au Nigéria, a indiqué theafricanews.net. Les recherches effectuées sur des animaux ont respecté les recommandations et tous les protocoles impliquant la manipulation et les soins à ces animaux. Les potentialités de cette plante peuvent être explorées pour le développement de médicaments antiépileptiques et des essais cliniques d'échantillons bruts ou purs peuvent être réalisés pour le développement de médicaments antiépileptiques comme première phase d'utilisation clinique de la plante.

Sources : theafricanews.net

Pierre Oued.

Le pays se dote d'un laboratoire de diagnostic moléculaire pour détecter la COVID-19



Le laboratoire améliorerait la réponse à la réponse contre la COVID-19

L'Union européenne (UE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont créé mercredi un laboratoire de diagnostic moléculaire à Wau, au Soudan du Sud, afin d'accroître les capacités de dépistage de la COVID-19 et d'autres maladies infectieuses à haut risque, selon le média chinois Xinhua.

La ministre de la Santé du Soudan du Sud, Elizabeth Achuei, a expliqué qu'un appareil de réaction en chaîne par polymérase (PCR) et d'autres accessoires de laboratoire moléculaire avaient été achetés et installés, pour permettre un diagnostic précoce et le lancement d'interventions spécifiques de lutte contre les maladies, dans le cadre des efforts visant à étendre les tests de dépistage de la COVID-19 dans la région du Grand Bahr el Ghazal. Selon Xinhua, Mme Achuei a affirmé dans un communiqué conjoint publié à Juba que «La capacité de test peut être atteinte par le développement d'installations et d'expertise appropriées. La mise en place

La suite à la page 9

La suite de la page 8



L'installation de la machine PCR à Wau renforcerait les capacités du système de santé du Soudan du Sud

de l'installation de diagnostic par PCR à Wau soutiendra les soins aux patients ainsi que les actions de santé publique».

Un des outils les plus évolutifs pour surveiller les maladies

Le laboratoire nouvellement installé, soutiendra également la surveillance sentinelle de la grippe, les enquêtes virologiques et l'envoi d'échantillons par les laboratoires périphériques de la région. Depuis la déclaration de l'épidémie de COVID-19 en avril 2020 dans le pays, un total de 214.371 tests a été effectué au Soudan du Sud, dont 11.446 échantillons se sont révélés positifs, selon le ministère de la Santé. Wim Vandenbroucke, chef de la coopération de la délégation de l'UE au Soudan du Sud, a indiqué que le renforcement du laboratoire de santé de Wau s'inscrit dans le cadre d'un engagement beaucoup plus large de l'UE en faveur de la population de l'ensemble du Soudan du Sud. Selon l'OMS, le diagnostic moléculaire est l'un des outils les plus évolutifs et les plus essentiels pour surveiller et contrôler les maladies. Fabian Ndenzako, représentant par intérim de l'OMS au Soudan du Sud, a souligné qu'il était essentiel de garantir des diagnostics de qualité dans les laboratoires pour mettre au point une réponse de santé publique durable aux épidémies de maladies infectieuses et aux autres défis de sécurité sanitaire mondiaux.

Source : Xinhua

Pierre Oued.

Monde : Les catastrophes naturelles déplacent plus de 31 millions de personnes, selon un rapport

L'Organisation météorologique mondiale a annoncé mercredi 1er septembre que, trente et un millions de personnes ont été déplacées par des catastrophes naturelles l'année dernière dont celles liées au climat.

Des catastrophes qui frappent le monde quatre à cinq fois plus souvent et causent sept fois plus de dégâts que dans les années 1970, selon le rapport de l'agence météorologique des Nations unies.» La mauvaise nouvelle est que les pertes économiques ont augmenté très rapidement et que cette croissance est censée se poursuivre. Nous allons assister à une augmentation des extrêmes climatiques en raison du changement climatique. Et ces tendances négatives du climat se poursuivront de toute façon dans les

La suite à la page 10

SOCIETE

La suite de la page 9



Le nombre de catastrophes d'origine météorologique, climatique ou hydrologique a bondi en un demi-siècle

décennies à venir. Si nous parvenons à atténuer les effets du changement climatique, nous pourrons mettre fin à ces tendances négatives vers 2060. Et si nous sommes les plus chanceux, nous pourrions limiter le réchauffement à 1,5 degrés. «, a déclaré Petteri Taala, secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale.



Le nombre de personnes exposées aux risques de catastrophe ne cesse d'augmenter en raison de la croissance démographique dans les zones à risque

Tempêtes dévastatrices

Les changements climatiques qui sont associés à la croissance démographique ont un effet négatif en Afrique.»À l'avenir, nous nous attendons à ce que la croissance démographique, en particulier en Afrique, et le changement climatique aient un effet combiné. Si l'Afrique compte quatre milliards d'habitants d'ici la fin du siècle et que les sécheresses sont de plus en plus fréquentes dans le nord et le sud du continent, cela entraînera certainement des déplacements et des crises majeures, voire des crises de réfugiés.», explique à l'AFP Petteri Taala. Selon l'agence, les cinq catastrophes météorologiques les plus meurtrières ont eu lieu en Afrique et en Asie, avec en premier rang, la sécheresse et la famine ayant frappé l'Éthiopie au milieu des années 1980.

Source: news.un.

K.Fiakofi

SOUDAN DU SUD

Flambée de cas d'hépatite E dans le camp de Bentiu

Médecin Sans Frontière a rapporté qu'une augmentation alarmante du nombre de patients atteints d'hépatite E et de diarrhée aqueuse aiguë a été observée dans le camp pour personnes déplacées de Bentiu, au Soudan du Sud. La situation est critique et deux décès ont déjà été enregistrés depuis un mois.

Selon Allafrica qui rapporte l'information, depuis juillet, les équipes de MSF ont traité quatre fois plus de patients atteints d'hépatite E que les mois précédents. 186 cas ont été recensés en 2021, dont plus de 60 % entre juillet et mi-août. Une femme enceinte est décédée des suites de la maladie. Il s'agit d'une situation très préoccupante, en particulier pour les femmes enceintes, car elles sont plus vulnérables face au virus et le taux de mortalité peut atteindre de 10 à 30 % dans ce groupe.

« Nous avons mis en garde à plusieurs reprises contre les risques liés à un approvisionnement en eau et à un assainissement inadéquats dans le camp de Bentiu. Cette situation, pourtant évitable, résulte d'une incapacité à résoudre des problèmes identifiés. Certaines organisations ont en effet réduit leurs offres de services en matière d'eau et d'assainissement au cours de l'année écoulée. », a expliqué Federica Franco, cheffe de mission MSF.

Il faut noter que l'hépatite E est une maladie virale du foie qui se développe dans les environnements où l'approvisionnement en eau et l'assainissement sont médiocres. Il se transmet le plus souvent par voie oro-fécale, lorsque les gens ingèrent de l'eau ou des aliments contaminés par les selles d'une personne infectée. Les symptômes les plus fréquents sont une jaunisse aiguë, de la fièvre, une diminution de l'appétit, des nausées et des vomissements, une urine foncée et une hypertrophie du foie.

Notre source a indiqué que le manque de savon et de latrines, ainsi que la présence d'égouts à ciel ouvert, font partie des problèmes qui contribuent à cette situation épouvantable dans un camp qui abrite plus de 100 000 personnes. Lors d'une enquête menée par les équipes de MSF en août 2021, il est ressorti que moins de 27 % des ménages interrogés possédaient un morceau de savon. En outre, seuls 13 % seulement des personnes ont accès à des points de lavage des mains, avec de l'eau et du savon, à proximité de leurs latrines. Une évaluation de MSF, en avril 2021, a montré



Le virus de l'hépatite E entraîne des cas sporadiques ou des épidémies d'hépatite virale aigue

que le nombre de latrines fonctionnelles dans le camp était dix fois inférieur à la norme internationale minimale pour cette taille de population.

« Nous n›avons pas de bidons d›eau dans notre maison et parfois mes enfants se couchent sans se doucher, car le seul jerrican que nous avons ne suffit pas pour nous laver tous les cinq. Nous l›utilisons juste pour boire », détaille Nyaker Deng Bol, 24 ans, habitant du camp.

Les équipes MSF se sont mobilisées pour répondre à l'urgence médicale et les organisations qui fournissent l'eau et gère l'assainissement ont augmenté leur intervention pour faire face à la situation. Pourtant, la construction et la gestion des latrines, la distribution de bidons d'eau et de savons, doivent être poursuivies de manière urgente afin d'améliorer les conditions d'hygiène dans le camp de Bentiu.

Fatimata COMPAORE

TCHAD

Initiative mondiale pour les opérations de paix : le Tchad et les États-Unis ont signé un accord



La chargée d'affaires de l'ambassade des États-Unis au Tchad, Mangot Ratcliffe Josie, et le représentant du ministre de la Sécurité publique et de l'Immigration, le général Tahir Ibrahim Djouma, ont signé le 31 août dernier un protocole d'accord sur l'Initiative mondiale pour les opérations de paix (GPOI). La cérémonie de signature a eu lieu au sein de l'ambassade des États-Unis au Tchad.

Le GPOI est un programme américain d'aide à la sécurité qui se concentre depuis 2005 sur le renforcement des capacités internationales de maintien de la paix. Ce programme permet aux pays de déployer des soldats de la paix dans le monde entier. «Nous visons à renforcer l'autosuffisance du Tchad dans la formation préalable au déploiement pour les missions de maintien de la paix, soutenir le Tchad dans l'amélioration de opérations pour soutenir les unités dans les opérations de paix, fournir un environnement de formation de haute qualité grâce à l'amélioration des infrastructures du centre de formation de Loumia», a expliqué la diplomate Mangot Ratcliffe Josie. La chargée d'affaires a assuré que les États-Unis vont travailler avec le Tchad pour accroître la participation des femmes aux activités de maintien de la paix. Elle a salué le sacrifice consenti par le Tchad pour la sécurité. Depuis 2017, le programme GPOI appuie le Tchad en matière de service de santé aux armées et de création de centres de formation équipés. L'initiative mondiale pour les opérations de la paix a facilité le déploiement de plus 200.000 soldats de la paix dans 36 pays à travers 21 opérations de maintien de la paix.

Nang-yanan Raoul

AFRIQUE DE L'OUEST

Le G5 Sahel veut adopter une nouvelle stratégie de lutte contre le terrorisme

Face à la situation sécuritaire préoccupante, les Etats du G5 Sahel ont jugé nécessaire de procéder au changement de stratégie, dans la lutte contre le terrorisme. Cela a été précisé à l'issue d'une réunion extraordinaire des ministres en charge de la défense, élargie aux chefs d'état-major des armées des pays membres, tenue le 31 août 2021 à Niamey. Il s'agira de définir une nouvelle approche à adopter pour minimiser les conséquences que pourrait engendrer cette nouvelle donne sécuritaire.



C'était sous la présidence du ministre de la Défense nationale du Tchad, Daoud Yaya Brahim, représentant le président en exercice du G5 Sahel et par ailleurs président de la transition militaire au Tchad, le général Mahamat Idriss Déby. En effet, depuis près d'une décennie, les pays membres de cette organisation subsaharienne, sont confrontés à des multiples menaces terroristes. Et malgré les efforts fournis, avec notamment l'aide des alliés occidentaux, le monstre terroriste reste invaincu. « Cette rencontre a pour but d'échanger sur la nouvelle dimension de la lutte contre les groupes armés terroristes au Sahel, plus précisément dans les différents fuseaux composants les théâtres des opérations de la Force Conjointe G5 Sahel », a déclaré le ministre en charge de la Défense nationale du Tchad à l'ouverture des travaux. Daoud Yaya Brahim s'est notamment repéré à la décision des autorités françaises par rapport à la reconfiguration de la Force Barkhane, partenaire opérationnelle de la Force Conjointe G5 Sahel pour expliquer la révision de l'approche de lutte, objet de la rencontre de Niamey. Pour rappel, le 10 juin 2021, le président français Emmanuel Macron a annoncé la fin prochaine de l'opération Barkhane, la mission militaire française au Sahel lancée depuis 2014. Il a, par la même occasion, annoncé la mise en place d'une alliance internationale antidjihadiste dans la région. Dans son mot de bienvenue, le ministre de la Défense Nationale du Niger, Alkassoum Indatou a donné plus de précisions sur les visées de ces assises. Il s'agit, au cours de cette rencontre, détaille-t-il, « de définir une nouvelle approche à adopter pour minimiser les conséquences que pourrait engendrer cette nouvelle donne sécuritaires ». Ainsi donc, il est question, a-t-il soucis, de réviser le concept stratégique de la Force Conjointe du G5 Sahel, afin de l'adapter au contexte sécuritaire actuel en coordination avec les Forces de défense nationales et les Forces partenaires en présence. Présent à la réunion, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Mali et chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a positivement apprécié les résultats obtenus par le G5 Sahel depuis sa création et a réitéré la disponibilité de l'ONU à accompagner le processus de stabilisation du Mali.

Nang-yanan Raoul

NIGÉRIA

L'État de Zamfara ferme des écoles et impose un couvre-feu après l'enlèvement de 70 lycéens

La police nigériane a déclaré mercredi que des hommes armés avaient enlevé plus de 70 étudiants dans le nord-ouest du pays, lors de la dernière d'une série d'attaques contre des écoles ciblant des élèves.



Plus de 73 élèves d'une école secondaire de jour ont été enlevés par des bandits dans l'État de Zamfara



La police de l'État de Zamfara a lancé une opération de sauvetage pour libérer les élèves enlevés

Le porte-parole de la police de l'Etat de Zamfara, Mohammed Shehu, a déclaré dans un communiqué qu'un groupe important d'assaillants avait pris d'assaut l'école secondaire du gouvernement dans le village reculé de Kaya mercredi matin, saisissant 73 élèves. «L'enlèvement a suivi l'invasion de l'école par un grand nombre de bandits armés», a-t-il ajouté. Shehu a déclaré à Al jazeera que les équipes de secours de la police travaillent avec l'armée pour tenter de libérer les étudiants.

Suite à cet énième enlèvement , le gouverneur de Zamfara, Bello Matawalle, a annoncé la fermeture de toutes les écoles et imposé un couvre-feu de 18 heures à 6 heures du matin dans 13 zones de gouvernement local et de 20 heures à 6 heures du matin à Gusau, la capitale de l'État.Le commissaire de police de l'État, Ayuba Elkana, a déclaré que des officiers avaient été déployés pour travailler avec l'armée pour rechercher et secourir les victimes. La dernière vague d'enlèvements à Zamfara fait suite à de nouvelles politiques strictes des gouvernements des États voisins du nord-ouest visant à réduire l'approvisionnement en produits essentiels des bandits opérant dans les forêts. Plus de 1 870 étudiants ont été enlevés par des bandits dans les États du nord-ouest, du centre-nord et du nord-est cette année, en plus de la menace d'éléments terroristes tels que Boko Haram dans le nord-est.

Source: Nation africa

K.Fiakofi

BURKINA FASO

Mauvaise qualité des édifices publics : Les syndicats du BTP tiennent l'Etat pour responsable

Le collectif des syndicats du BTP a animé une conférence de presse à Ouagadougou le 6 septembre 2021 à propos de l'effondrement de la dalle d'un bâtiment en construction à l'université Norbert Zongo de Koudougou. Quatre personnes ont trouvé la mort à l'occasion, avec un blessé.



"La convention collective interprofessionnelle des travailleurs du BTP date de 1956 et ne répond plus aux attentes du présent" dixit le collectif des syndicats du BTP

En effet, le 31 août 2021 dernier à Koudougou, dans un chantier en construction qui rentre dans le cadre du projet cité universitaire du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et de l'Innovation, quatre personnes trouvaient la mort dont trois étudiants et un menuisier-coffreur, suite à l'effondrement d'une dalle. Une cinquième personne s'en est sortie par chance.

Les leaders syndicaux ont dénoncé et condamné fermement tous ceux dont la responsabilité est engagée dans ce drame. Pour eux, "le premier responsable est le gouvernement qui a attribué le marché à des entreprises qui ont failli dans la réalisation de cet ouvrage destiné à une grande fréquentation".

Le ministère chargé des infrastructures et de l'urbanisme est aussi pointé du doigt par les leaders syndicaux, car garant du suivi et du contrôle des travaux. Les syndicats disent avoir constaté entre 2011 et 2021, une série d'effondrement d'immeubles en raison d'un effondrement chaque année, sans que des mesures ne soient prises. De ce fait, ils ont exhorté la justice à situer les responsabilités dans les plus brefs délais. Ils ont demandé que des mesures idoines soient prises pour sécuriser le secteur du bâtiment ainsi que des sanctions à l'encontre des coupables, à la hauteur de leur forfait et à pourvoir des réparations nécessaires aux victimes et leurs ayants droit, suite au drame.

Mais en entendant, le collectif des syndicats du BTP envisage des actions de contrôle et de dénonciation publique sur les manquements en matière de réalisation et de sécurité sur les infrastructures publiques et privées.

Pour ce faire, ils appellent le gouvernement, l'ordre des architectes, les ingénieurs en génie civil, les acteurs de l'immobilier, les investisseurs et institutions de financement des infrastructures publiques et privées dans le secteur du BTP au sens de la responsabilité. Cela, pour préserver la vie, la santé et la sécurité des travailleurs et des personnes autour des chantiers de construction. En rappel, le projet de la cité universitaire est financé à hauteur de 20 milliards de FCFA par la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA). Les travaux de construction sont exécutés par l'entreprise SUZY construction.

Lucien DAKISSAGA

SAO TOMÉ-ET-PRINCIPE

Carlos Vila Nova remporte la présidentielle

Les résultats officiels provisoires du scrutin du 05 septembre 2021 à Sao Tomé-et-Principe, petit archipel africain lusophone du Golfe de Guinée, donnent Carlos Vila Nora vainqueur. L'opposant de centre-droit qu'il est aura pour mission de poursuivre la cohabitation avec le gouvernement social-démocrate, a rapporté Mediapart.



Nous devons donner une autre direction à São Tomé et Príncipe», dixit Vila Nova

Carlos Vila Nova, le candidat de l'unique parti d'opposition à Sao Tomé-et-Principe, a remporté l'élection présidentielle de ce dimanche 05 septembre 2021 avec 57,54 % des suffrages exprimés, contre 42,46 % pour son adversaire, Guilherme Posser da Costa, a relevé Voa Afrique. Des résultats provisoires qui devront être validés par la Cour constitutionnelle. Il faut noter que les résultats ont été publiés par la Commission électorale nationale 24 heures après le scrutin. *«J'ai gagné ces élections de manière claire»,* a déclaré le nouveau président, Vila Nova, qui a remercié les électeurs qui lui ont fait confiance. Il succèdera donc à Evaristo Carvalho, 79 ans, qui n'a pas cherché à obtenir un second mandat de cinq ans, a indiqué VOA Afrique. Le second tour de dimanche a mis fin à une élection compétitive dont le premier tour qui a eu lieu en juillet dernier a opposé 19 candidats au total.

Ancien ministre, Vila Nova a souligné que la situation socio-économique et politique du pays n'est pas bonne et qu'il faut désormais penser à l'avenir. *«Nous devons donner une autre direction à São Tomé et Príncipe»*, précise-t-il, tout en indiquant que sa première tâche sera de *«lutter contre l'exclusion et la division sociale qui s'est installée dans le pays».* Dans cet archipel, tout comme au Cap-Vert, le président joue un rôle essentiellement cérémoniel. La réalité du pouvoir exécutif est concentrée entre les mains du premier ministre issu de la majorité au Parlement, selon notre source.

Oumou KONATE

LIBYE

Saadi Kadhafi est sorti de prison

Saadi Kadhafi, fils de l'ancien président Mouammar Kadhafi, a été libéré de prison, a confié, dimanche 5 septembre à l' AFP, une source proche du ministère de la Justice .



Ancien patron de la Fédération libyenne de football, il a d'abord été connu pour sa brève carrière dans le championnat italien

Saadi Mouammar Kadhafi a été libéré de prison, conformément à une décision de justice rendue il y a plusieurs années, a indiqué la source. Dimanche, plusieurs reportages à travers les médias ont indiqué que Saadi Kadhafi a immédiatement pris un vol pour la Turquie après sa libération.Une source au parquet a confirmé, selon l'AFP, que Kadhafi avait été libéré.»Le procureur général a demandé, il y a plusieurs mois, l'exécution de la décision relative à Saadi Kadhafi, dès que toutes les conditions requises auront été remplies», précise la source.

Rester ou partir

Saadi était libre de rester dans le pays ou de partir, selon la source. Agé de 47 ans, il était connu pour son style de vie de playboy pendant la dictature de son défunt père. Il s'est enfui au Niger à la suite du soulèvement qui a renversé son père en 2011 avant d'être extradé vers la Libye en mars 2014. L'ancien footballeur professionnel avait été détenu dans une prison de Tripoli, accusé de crimes commis contre des manifestants en 2011 et du meurtre en 2005 de l'entraîneur de football libyen, Bashir al-Rayani. En avril 2018, la cour d'appel l'a acquitté du meurtre de Rayani. Pendant le soulèvement, 3 des 7 fils du défunt président ont été tués, et le pays a, depuis, sombré dans le chaos, avec des factions rivales se disputant le pouvoir. Un cessez-le-feu de 2020 a mis fin aux combats entre factions et a ouvert la voie à des pourparlers de paix et à la formation d'un gouvernement de transition en mars, avant les élections prévues pour décembre.

Source: Nation Africa

K.Fiakofi

SANTE

Vaccin Covid-19 : 80 % des pays africains louperont l'objectif fixé par l'OMS

Huit pays sur dix en Afrique risquent de manquer l'objectif fixé au niveau mondial consistant à vacciner 10% des groupes les plus vulnérables contre le Covid-19, d'ici fin septembre, a indiqué ce jeudi 02 septembre 2021 le bureau régional de l'OMS pour l'Afrique.



"26 pays ont utilisé moins de la moitié de leurs réserves de doses».

Les données recueillies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS)indiquent que neuf pays africains dont l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, ont déjà atteint cet objectif. Trois autres sont en bonne voie et deux «pourraient y parvenir s'ils augmentent le rythme des vaccinations». Il faut aussi noter qu'au total, 42 des 54 pays d'Afrique risquent donc de ne pas l'atteindre «si le rythme actuel d'expédition de vaccins et de vaccination se maintient». Pour Matshidiso Moeti, la directrice régionale Afrique de l'OMS, cité par le Figaro,*»l'accaparement des vaccins a retardé l'Afrique»*, il y a donc un *«besoin de toute urgence d'un nombre accru de vaccins»*. Elle a ajouté qu'à mesure que de nouvelles doses arrivent, les pays africains doivent accentuer leurs efforts. Quant à l'OMS, elle a affirmé que près de 21 millions de doses de vaccins sont arrivées en Afrique au mois d'août via le mécanisme Covax, qui vise à fournir des vaccins aux pays les plus pauvres, soit autant que sur l'ensemble des quatre mois précédents. Avec ceux qui devraient être livrés en septembre, «l'Afrique pourrait recevoir suffisamment de doses pour atteindre la cible de 10 %», selon l'OMS, a relaté notre source. Mais africanews indique que, «si de nombreux pays ont pu accélérer les vaccinations grâce aux expéditions» d'août, «26 pays ont utilisé moins de la moitié de leurs réserves de doses». Selon l'OMS, le nombre de cas de Covid-19 est en légère baisse en Afrique, mais reste «obstinément élevé». «La pandémie fait toujours rage sur le continent».

Oumou KONATE

ALGÉRIE

La sécurité alimentaire par la promotion de l'agriculture et la pêche



La sécurité alimentaire passe par la promotion de l'agriculture et la pêche

En Algérie, l'agriculture compte parmi les principaux poumons de l'économie. Si l'année 2020 a été marquée par des perturbations liées au coronavirus, le secteur affiche tout de même une certaine résilience. Quant à la pêche, elle est l'une des activités socio-économiques les plus importantes en Méditerranée et particulièrement au Maghreb. En Algérie, elle est devenue, ces dernières décennies, un secteur d'emploi de premier plan pour une large frange de la population côtière.

Allafrica a rapporté que le Gouvernement prévoit, à travers son Plan d'action qui sera soumis au Parlement, de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour développer le secteur de l'agriculture et de la pêche, et ce, dans l'objectif d'assurer une meilleure sécurité alimentaire et une diversification de l'économie nationale. Le gouvernement mettra en œuvre tous les outils devant permettre de développer ces deux secteurs stratégiques afin de renforcer la sécurité alimentaire du pays, promouvoir une économie productive et diversifiée.

Selon le Plan d'action, il a été énuméré les actions envisagées en faveur du secteur agricole, notamment l'encouragement des investissements privés à travers un certain nombre de motivations dont des facilités d'accès au foncier et la débureaucratisation de l'acte d'investir par la création du guichet unique.

Elevage halieutique et aquaculture marine en vue

Notre source précise, en outre, que le gouvernement compte procéder, à la modernisation de l'agriculture par l'intégration de l'innovation et de la numérisation ainsi que par une réforme des instituts techniques, des centres de recherche, des offices et des groupes économiques afin qu'il puissent répondre aux objectifs de la politique de développement du secteur.

S'agissant de la pêche et des ressources halieutiques, le plan

La suite à la page 20

BURKINA FASO

La suite de la page 19

du gouvernement met en avant les capacités de ce secteur à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays ainsi qu'à l'émergence d'une économie nationale productive et diversifiée à travers l'accroissement et la diversification de l'offre en produits halieutiques. Il compte aussi relancer l'élevage halieutique à travers l'accompagnement des projets d'investissements, dans l'aquaculture marine à grande échelle et le lancement de l›aquaculture d›eau douce, notamment dans les zones continentales et sahariennes.

En parallèle, le Plan d'action évoque le développement de la pêche de grand large à travers l'accompagnement des investisseurs pour la création et l'extension d'une flotte dédiée à l'exercice de cette activité pour l'exploitation de nouvelles zones de pêche. L'encouragement des PME, de la micro-entreprise et des start-up et la valorisation des productions halieutiques, à l'export notamment, à travers les dispositifs existants (ANADE, CNAC, ANGEM) ont été aussi cités dans le Plan d'action, d'après les indications de notre source.

Fatimata COMPAORE

Digitalisation dans les transferts monétaires : Faso Money voit le jour

Le 7 septembre 2021 s'est tenu à Ouagadougou le lancement officiel de Faso Money. Présenté comme une équivalence digitale des monnaies traditionnelles, ce produit dont les géniteurs ont vanté les innovations, a été présenté aux journalistes lors d'une conférence de presse.



Les responsables de Faso Money caressent le rêve d'embrasser le libre échange via la technologie

Faso Money (FM), de l'avis de son directeur général, Ali Kassamba Diaby, est «un projet né de la volonté des investisseurs burkinabè de favoriser la rétention des ressources financières pour la construction nationale». Internationalement connu sous le nom de Hybrid Money, ce nouveau produit est l'équivalent de Sika Pra au Ghana, Mura Money en Guinée Conakry et First Currency en Guinée équatoriale. Pour Wilfried Assa, concepteur du nouvel instrument, il consacre une révolution dans le transfert monétaire digital. «Faso Money est un produit innovateur qui opte pour une migration du modèle de transfert d'argent classique à celui désormais du paiement digital», a -t-il martelé. En plus d'être moins coûteux, FM est instantané, sécurisé et promoteur de libre-échange, nous apprend-t-on. Les conférenciers ont levé tout amalgame entre ce nouveau-né et la cryptomonnaie, soulignant que FM relève de la technologie financière assimilable aux services de transactions mobiles, interchangeable avec toutes les autres monnaies et comptabilise depuis 2019 environ 200 points de vente dans la capitale burkinabè et près de 700 sur le territoire national. La structure prévoit la mise en place de plateformes éducatives et de formation en ligne, ont conclu ses responsables.

Abdoul Karim TAPSOBA (Stagiaire)

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le Rwanda: le pays exportera bientôt son thé vers le Pakistan



Selon l'Agence Ecofin, Amir Mohammad Khan, Haut-commissaire pakistanais à Kigali, a indiqué qu'au Rwanda, la filière thé sera très prochainement en mesure d'expédier directement sa marchandise vers le Pakistan, son premier marché. D'après les autorités, cette facilité commerciale devrait permettre de renforcer les liens commerciaux entre exportateurs rwandais et importateurs pakistanais, et de garantir des prix d'écoulement stables au secteur. Notre source a ajouté que jusqu'ici, la feuille devait être acheminée vers le centre de vente aux enchères de Mombasa au Kenya, avant d'être envoyée vers le pays asiatique via le port de la ville.

Maroc/Covid-19: Les prix des tests de dépistage désormais réglementés



Le ministère chargé de l'Economie a annoncé, lundi 06 septembre dernier, que les prix de vente au public des tests de dépistage du virus SARS-CoV-2 sont désormais réglementés, a indiqué lereporter.ma. Ainsi, le prix du Test RT-PCR est fixé à 400 DH, le Test PCR et ses variantes isothermiques (Test rapide) 600 DH, le Test antigénique rapide sous prélèvement oropharyngé et nasopharyngé 190 DH, le Test sérologique automatisé quantitatif (IgM) 170 DH, le Test sérologique automatisé quantitatif (IgG) 170 DH et le Test sérologique rapide qualitatif 120 DH, a précisé notre source. A noter que les prix plafonnés prennent effet à compter du 10 septembre 2021.

Maroc/ Élections 2021: Les primo-votants comptent trois millions d'individus (HCP)



Le Haut commissariat au Plan (HCP), cité par lereporter.am a indiqué que les primo-votant à l'occasion des triples élections législatives, régionales et communales s'élèvent à 3,002 millions d'individus en 2021 et constituent près de 11,9% de la population marocaine en âge. Il s'agit des jeunes entre 18 et 22 ans, qui auront aux prochaines échéances électorales, atteint pour la première fois, l'âge de voter. Dans le document, publié à l'occasion des triples élections prévues le 8 septembre 2021, le HCP précise que parmi ces primo-votants on compterait 1,473 million de femmes (49,1%) et 1,792 million de citadins (59,7%).

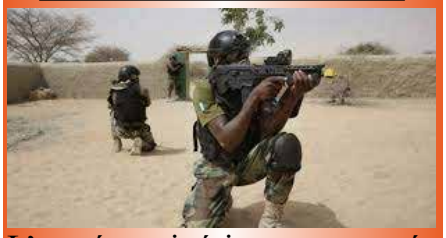
Soudan: la saisie d'une cargaison d'armes en provenance d'Éthiopie



Selon RFI, les autorités soudanaises ont saisi à l'aéroport de Khartoum, le dimanche 05 septembre 2021, une importante cargaison d'armes. Elle était constituée de 72 caisses, chargées de fusils en provenance d'Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie voisine. Cette trouvaille fait déjà polémique. Mais une enquête a été ouverte par le comité de démantèlement du régime d'Omar el-Béchir. Le comité d'enquête estime qu'il est très probable que ces armes aient été destinées aux soutiens de l'ancien régime, « dans le but d'empêcher la transition du pays vers un État démocratique », a ajouté notre source.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Nigeria: offensive militaire contre des gangs auteurs d'enlèvements



L'armée nigériane, appuyée par des hélicoptères et avions de combat, mène une offensive contre des gangs, dans le Nord-Ouest du Nigeria, où les réseaux mobiles ont été récemment coupés, ont indiqué lundi à l'AFP des sources sécuritaires et des habitants. Les opérations militaires se poursuivaient, le lundi 06 août dernier, pour le troisième jour consécutif sur des camps, dans la forêt de Sububu, dans le district de Shinkafi, ont indiqué deux sources sécuritaires à l'AFP, cité par TV5Monde. Ces gangs ont récemment intensifié leurs enlèvements en masse d'élèves dans des établissements scolaires et universitaires dans le Nord-Ouest et le centre du Nigeria.

Mauritanie/Mines : Kinross-Tasiast s'engage dans le solaire



Tasiast Mauritanie Limited SA (filiale de Kinross) prévoit d'installer une nouvelle centrale solaire hybride, sur le site de sa mine d'or (à 300 km au nord de Nouakchott), pour alimenter à la fois les bâtiments et l'exploitation, a rapporté Financial Afrik. Ce projet d'énergie renouvelable viendra renforcer les centrales électriques à énergie fossile déjà existantes. A cet effet, une étude d'impact environnemental (EIN) est en cours de préparation et sera bientôt soumise au gouvernement mauritanien pour approbation. L'étude de faisabilité du projet a été exécutée par la firme allemande Suntrace, a indiqué nptre source.

Malawi : le régulateur lance une initiative pour promouvoir les mini-réseaux



L'autorité de régulation de l'énergie du Malawi (MERA) prévoit de promouvoir les mini-réseaux, pour assurer un approvisionnement adéquat en électricité dans le pays, a rapprté l'Agence Ecofin. Le projet contribuera à réduire le déficit en électricité dans le pays, selon Fitina Khonje, responsable des relations publiques de la MERA, citée par notre source. Pour mener à bien cette initiative, le régulateur a organisé des visites d'apprentissage et des programmes d'échange de connaissances destinés aux personnes qui développent des mini-réseaux dans leurs communautés.

Le Cap-Vert condamne le coup d'Etat en Guinée



Le président du Cap-Vert, Jorge Carlos Fonseca, a condamné, le lundi 07 septembre dernier, l'intervention militaire en Guinée, appelant à la normalité constitutionnelle, a indiqué french.china.org.cn. Selon lui, «*ce n'est pas une forme légitime d'accès et d'exercice du pouvoir, c'est pourquoi il mérite condamnation par les autorités capverdiennes*». Le chef de l'Etat a également souligné que tout doit être fait pour que le président de Guinée et les autres dirigeants politiques soient soumis à «*un traitement digne et humain*» et qu'ils «*soient libérés et ne subissent pas de traitements inappropriés*».

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Bénin : décès de Vincent Foly, « doyen » respecté de la presse



Depuis l'annonce de la disparition de Vincent Foly, journaliste et promoteur du média La Nouvelle Tribune, survenue le 3 septembre 2021 de suite de Covid-19, les hommages pleuvent de part et d'autre. Intellectuels, politiques et journalistes qui ont côtoyé Vincent Foly ont salué un homme de conviction respecté pour son combat en faveur de la démocratie. L'ancien président Thomas Boni Yayi fait partie des premières personnalités politiques à avoir réagi. Pour lui, le décès de Vincent Foly est une « grosse perte pour la République et le peuple béninois ». Ce dernier s'était « investi totalement, avec courage et abnégation, dans la restauration et l'approfondissement de la démocratie et de l'État de droit de la personne humaine », a ajouté l'ancien chef d'État.

Coup d'Etat en Guinée : L'Algérie rejette tout changement «inconstitutionnel»



L'Algérie a annoncé lundi 6 août, qu'elle suivait l'évolution de la situation en Guinée, soulignant son rejet de tout changement inconstitutionnel du pouvoir, à la suite du coup d'État militaire survenu, dimanche dernier. C'est ce qui ressort d'un communiqué du ministère algérien des Affaires étrangères, rendu public un jour après l'arrestation du président guinéen Alpha Condé, la dissolution du gouvernement et la suspension de la Constitution dans le pays, selon le site AA. « L'Algérie réitère son adhésion aux principes fondamentaux de l'Union africaine, notamment son rejet de tout changement inconstitutionnel du pouvoir », lit-on dans la communication officielle de la diplomatie algérienne, a rapporté notre source.

Niger : Mohamed Bazoum a reçu le Vice-président libyen



Le président nigérien Mohamed Bazoum a reçu en audience, lundi, le Vice-président du Conseil présidentiel libyen Moussa Al Konni, a annoncé une source de la présidence nigérienne. L'entretien entre Mohamed Bazoum et Moussa Al Konni a porté «sur les préoccupations communes aux deux pays et sur les solutions à y apporter notamment sur les plans de la migration, l'économie, la sécurité et la stabilité au sein de la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD)», a encore précisé le site de la Présidence nigérienne. En rappel, depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi, la zone frontalière nigero-libyenne est confrontée à un climat d'insécurité avec la présence des groupes armés.

Mondial 2022 (Q) : le Niger renverse Djibouti et rejoint l'Algérie

Battu par le Burkina Faso (0-2) pour son premier match dans le groupe A des éliminatoires du Mondial 2022, le Niger s'est bien repris en disposant de Djibouti (4-2), qui le «recevait» ce lundi dans un match délocalisé à Rabat au Maroc dans le cadre de la 2e journée. Avec ce succès, le Niger revient provisoirement à hauteur de l'Algérie. Pour les hommes de Julien Mette, balayés 8-0 par l'Algérie jeudi dernier, il s'agit en revanche d'une deuxième défaite consécutive, mais les Djiboutiens sont loin d'avoir été ridicules et confirment leurs progrès.



INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Afrique : Des experts fiscaux exhortent les pays africains à numériser la perception des recettes face à la COVID-19



Des experts fiscaux ont appelé les pays africains à numériser la gestion et la perception des recettes fiscales, alors que les entreprises transfèrent de plus en plus leurs activités en ligne face aux perturbations liées à la COVID-19. Le commissaire général de l'Office des recettes du Kenya, Githii Mburu, a déclaré à Xinhua que les défis liés à la COVID-19 rendaient désormais obligatoire la numérisation de la collecte des impôts. «L'environnement commercial s'est transformé plus rapidement grâce aux technologies modernes. La pandémie de COVID-19 a forcé les entreprises à se mettre en ligne, les administrateurs fiscaux doivent donc s'aligner sur ce changement», a-t-il dit lundi lors de la sixième conférence du Réseau africain de recherche fiscale, qui se tient virtuellement. William McCluskey, expert en politique fiscale de l'Université de Pretoria, en Afrique du Sud a , pour sa part, souligné que la COVID-19 avait créé pour les pays africains des vents contraires économiques dans la gestion des recettes.

(COVID-19) Le Kenya va intensifier sa campagne de vaccination



Avec l'arrivée lundi de 880.320 doses de vaccin Moderna, le ministère de la Santé du Kenya va intensifier la campagne de vaccination contre la COVID-19 dans tout le pays. Selon Rashid Aman, secrétaire administratif en chef du ministère de la Santé, ce don du gouvernement américain contribuera à soutenir la campagne de vaccination en cours qui vise à inoculer au moins dix millions d'adultes d'ici la fin de l'année.»Les contraintes que nous avons connues ces derniers mois en raison de l'approvisionnement mondial en vaccins s'estompent peu à peu avec l'arrivée de ces dons. Je suis heureux d'annoncer que le ministère de la Santé progresse désormais régulièrement dans la campagne de vaccination contre la COVID-19», a déclaré M. Aman à standard media .

Togo : Forte hausse des investissements directs étrangers et des investissements publics en 2020



En 2020, le Togo a enregistré une hausse significative des investissements publics en dépit du choc d'une intensité exceptionnelle provoqué par la crise sanitaire, selon l'agence Ecofin.Les dépenses d'investissements publics dans le PIB ont atteint 444 milliards FCFA, soit 48% des recettes budgétaires.La politique de gouvernance destinée à stimuler l'investissement et à améliorer le climat des affaires, a également entraîné une augmentation des investissements directs étrangers de 85%, s'établissant en 2020 à 352 milliards FCFA, selon la CNUCED. Cette performance fait du Togo le Top performer africain et la destination privilégiée des investissements directs étrangers.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

Centrafrique : La diplomatie française veut reprendre «un dialogue constructif» avec Bangui



Sylvain Itté, ambassadeur français pour la diplomatie publique en Afrique effectue actuellement une visite de 5 jours en République centrafricaine. Le diplomate fraîchement nommé à ce poste devrait rencontrer notamment le Premier ministre, le directeur de cabinet de la présidence, la ministre des Affaires étrangères, celui de la Communication, la société civile et les journalistes dans un contexte où l'axe Paris-Bangui traverse une zone de turbulence. Objectif annoncé : « dresser un bilan » des relations franco-centrafricaines pour reprendre « un dialogue constructif ». La France a gelé son aide budgétaire et suspendu une partie de sa coopération militaire au printemps.

RDC : Une trentaine de miliciens neutralisés en Ituri (armée)



L'armée congolaise a annoncé, mardi, avoir tué une trentaine de miliciens d'un groupe armé lors « d'intenses combats », en Ituri, dans le nord - est de la RDC sous état de siège depuis le mois de mai. « Les forces armées ont neutralisé 34 éléments du groupe armé CODECO (Coopérative pour le développement du Congo) , y compris le chef chargé des opérations de ce mouvement. Cela montre que le centre de gravité de ce groupe armé est terrifié », a déclaré le porte-parole de l'armée, le lieutenant Jules Ngongo, joint par l'Agence Anadolu. Lors des combats, 18 autres miliciens ont été blessés alors que quelque militaires « ont versé de leurs sangs pour mettre en déroute ces hors la loi », a noté le porte-parole.

Burkina Faso : Le nombre des déplacés internes en hausse de 4%



Le nombre de déplacés internes est passé de 1 312 071 à la date du 30 juin à 1 423 378 personnes au 31 août, soit une augmentation de 4%, a annoncé mardi, le ministère en charge de l'Action humanitaire du Burkina Faso, dans un communiqué. Selon la même source, à ce jour, les déplacements ont été enregistrés dans 274 communes sur 302 communes que compte le pays. La région du Sahel arrive en tête avec 498 802 personnes ayant fui leurs localités à cause des violences, suivie du Centre-Nord (494 061 personnes), de l'Est (136 764 personnes) et du Nord (125 985 déplacés). A l'instar de ses voisins de la région du Sahel, notamment le Mali et le Niger, le Burkina Faso est confronté depuis 2015, à une insécurité croissante.

Le Mozambique élu au Conseil exécutif de l'Organisation mondiale du tourisme



Le Mozambique est l'un des cinq pays élus au Conseil exécutif de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) pour la période 2021-2025. L'annonce de l'intégration du Mozambique a été faite lors de la 64e réunion de la Commission régionale de l'Organisation mondiale du tourisme pour l'Afrique (CAF/OMT) et de la 2e édition du Forum mondial de l'OMT sur l'investissement dans le tourisme en Afrique, à Ilha do Sal, Cap-Vert, qui a eu lieu entre le 2 et le 4 septembre 2021. Outre les élections au Conseil exécutif, la réunion a discuté du développement du tourisme dans la région Afrique, des priorités de l'OMT et d'autres axes de travail.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76 60 97 21
redaction@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com
Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/ TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/ OUA/ P.F
Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de redaction
-Lonsani SANOGO
-Oumou KONATE
-Roseline BADO
-Leylatou TIENDREBEOGO
-Fatoumata COMPAORE
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME
- Pierre OUEDRAOGO
-Augustin NIKIEMA
- Fiakofi KOSSI
-Line Rose BAMBARA

Equipes de montage
-Djakaridja GHO
-Romuald Aristide SOME

Distribution
www.quotidiennumerique.com
Carte d'abonnement
+226 61 07 20 20
Une vente en ligne
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 66 20 00 26
E-mail: contact@sc-mail.info
Service commercial
+226 61 07 20 20
ac@sc-mail.info

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MON KIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
A Seulement
59 000 FCFA TTC
http://quotidiennum
Contacts : +226 64 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info